

# Europe Sociale : quel bilan ?

Frédéric Lerais

*Conférence DAEI (Délégation aux Affaires Européennes et Internationales)*

*16 mai 2013*

# La situation sociale

- Rapport de la CE
  - l'UE s'éloigne des objectifs sociaux de la stratégie Europe 2020 : un taux d'emploi de 75 % et de réduction de la pauvreté de 25 %.
  - Entre 2009 et 2011, le nombre de personnes en situation de pauvreté a en effet augmenté de 6 millions, malgré l'engagement de sortir 20 millions de personnes de la pauvreté d'ici à 2020.
- L'Europe se caractérise par
  - une forte hausse du chômage
  - une pauvreté élevée
  - y.c. de pauvreté laborieuse
  - Et une dispersion forte des performances sociales
- *«Il est peu probable que l'Europe voit sa situation socio-économique s'améliorer notablement en 2013, à moins qu'elle ne parvienne à trouver une solution crédible pour résoudre la crise de l'euro, à se procurer des fonds pour financer des investissements grandement nécessaires et à mettre la finance au service de l'économie réelle », László Andor, Commissaire à l'emploi et aux affaires sociales .*

# Le sens de l'« Europe sociale »

- La politique communautaire n'est pas une transposition des politiques nationales
  - Un domaine restreint de compétences,
  - des outils et des méthodes d'intervention spécifiques
  - avec peu de redistribution : 1%
  - Primauté des compétences des Etats
- Politique
  - Uniformisation des politiques sociales (convergence)
  - Approfondir le Modèle social européen
  - Europe sociale comme il existe une Europe monétaire
- Deux manières de l'appréhender
  - Le contenu de l'agenda (social) européen
  - Les problèmes sociaux engendrés (ou résolus ) par les différentes étapes de la construction européenne

- Peu de compétences mais malgré tout, des étapes significatives depuis le Traité de Rome
  - Une dynamique liée à la construction européenne
  - Des directives : protection de travailleurs
  - Développement d'un cadre de dialogue social : émergence d'acteurs patronaux et syndicaux
  - Des ajustements en propre : égalité homme/femme
- Un rééquilibrage
  - Traité de Maastricht et de son protocole social 1992
  - Traité d'Amsterdam 1997, la mise en place de la MOC

# Les étapes

- La décennie 2000, plutôt « en sommeil » (Supiot)
  - pas d'avancées majeures
  - hostilité à l'harmonisation (diversité)
- Alourdissement du processus
- Focale sur les réformes institutionnelles
  - Elaboration et ratification du traité
- Focale sur la crise
- Malgré quelques avancées
  - Fonds européen d'ajustement à la mondialisation
  - Traité de Lisbonne : Inclusion de la clause sociale

# Diversité des systèmes sociaux

- Diversité des systèmes sociaux
  - Mesurée par le poids de la protection sociale dans le Pib (17 à 33%)
  - par les modes de financements (contribution/universel) ;
  - les modèles d'Etat providence
- Disparité des niveaux de vie et de situation sociale
  - l'élargissement a accru cette diversité
  - la crise a provoqué une divergence forte entre le nord et le sud
- Cette diversité a rendu difficile l'adoption de texte en matière sociale
  - Au moment du Protocole social : débat entre partisans et opposants de l'harmonisation sociale européenne
  - Impossible d'obtenir un accord « opt out » sur la directive temps de travail. Depuis 2003 les EM sont divisés (Ru, All., Pays de l'est)
  - Par contre la MOC permet un compromis sur les objectifs

# Diversité des systèmes sociaux

- La stratégie européenne pour l'emploi
  - Convergence entre EM sur les orientations
    - Activation des politiques de l'emploi
    - Investissement dans le capital humain
    - Développement du concept de Flexicurité
- Impact
  - reformes du service public de l'emploi
  - Emploi des seniors
  - Stat. : taux d'emploi vs chômage
- La MOC produit des « choses » (lentes, il est vrai)
  - Homogénéisation de concepts (activité + chômage) ; des échanges féconds au sein de la revue des pairs (cognitif)
  - Diffuse aussi des idées parfois étranges : l'activation dans un contexte de pénurie d'emploi (cf. paquet emploi).

# Stratégie UE 2020

*« La stratégie Europe 2020 vise à stimuler une croissance qui soit intelligente, en investissant de façon plus efficace dans l'éducation, la recherche et l'innovation; durable, en donnant la priorité à une économie à faibles émissions de carbone et une industrie compétitive; et inclusive en mettant clairement l'accent sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Cette stratégie est axée sur cinq objectifs ambitieux dans les domaines de l'emploi, de la recherche, de l'éducation, de la réduction de la pauvreté, ainsi que de l'énergie et du climat.*

*Pour faire en sorte que la stratégie Europe 2020 porte ses fruits, un système de gouvernance économique solide et efficace a été mis en place pour coordonner les mesures politiques entre les niveaux national et européen. »*

# Stratégie UE 2020

- Cinq objectifs à atteindre d'ici 2020 : emploi, innovation, éducation, inclusion sociale et d'énergie.
- 3 initiatives « phare » (sur 7) :
  - Jeunesse en mouvement : améliorer les perspectives des jeunes sur le marché du travail en aidant les étudiants et les stagiaires à acquérir une expérience à l'étranger, ainsi qu'en renforçant la qualité et l'attrait de l'offre en matière d'éducation et de formation en Europe.
  - Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois : un nouvel élan aux réformes du marché de l'emploi, afin d'aider les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires pour les exigences professionnelles de demain, de créer des emplois et de revoir en profondeur la législation européenne en matière d'emploi.
  - Plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusions sociale: soutenir les travaux afin d'atteindre l'objectif fixé par l'UE de sortir 20 millions de personnes de la pauvreté d'ici à 2020.

# Stratégie UE 2020

Les cinq objectifs de l'UE pour 2020

1. Emploi : Un emploi pour 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans
2. R&D : Investissement de 3 % du PIB de l'UE dans la R&D
3. Changement climatique et énergie : Réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport à 1990 ; Utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables à hauteur de 20 % ; Augmentation de 20 % de l'efficacité énergétique
4. Éducation : Abaissement du taux de décrochage scolaire à moins de 10 % ; Un diplôme de l'enseignement supérieur pour au moins 40 % de la population âgée de 30 à 34 ans
5. Pauvreté et exclusion sociale : Réduction d'au moins 20 millions du nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale

# Trois initiatives récentes

Trois séries de mesures soutenant les efforts des États membres en vue de progresser vers les objectifs d'Europe 2020 :

1. en avril 2012, le Paquet emploi qui établit un programme renforcé pour la création d'emplois et pour des marchés du travail dynamiques
2. en décembre 2012, un paquet emploi jeunes, qui comprend une proposition pour le développement des régimes de garantie pour les jeunes à travers l'Union
3. début 2013, la Commission européenne a adopté le troisième paquet centré sur « l'investissement social ».

# Investissement social

- Adéquation des systèmes de protection sociale à des moments clé ;
- Des mesures pour réduire le risque de régression sociale et éviter des dépenses sociales à l'avenir;
- Des politiques sociales simplifiées, mieux ciblées ;
- De meilleures stratégies d'inclusion sociale dans les États membres :
  - services d'accueil des enfants et systèmes d'éducation de qualité, prévention de l'abandon scolaire, formation, aide à la recherche d'emploi, aide au logement et accessibilité des soins de santé.
- Utiliser les budgets de manière plus efficace pour assurer une protection sociale adéquate et viable
- Investir dans les compétences et les capacités pour améliorer leurs chances d'intégration
- Veiller à ce que les systèmes de protection sociale répondent aux besoins des citoyens à des moments critiques de leur vie.
  - investir à un stade précoce afin d'éviter l'apparition ultérieure de difficultés et de préparer les gens aux risques de la vie plutôt que de simplement résoudre les problèmes une fois survenus.

# Nouvelle gouvernance

Pacte de stabilité et les réformes (Le six-pack : 1ere reforme)

- Des sanctions financières si EM manque a ses obligations
- Le critère de la dette (60%) est intégré – réduire de 1/20eme chaque année
- Volet préventif prévoit le déficit et les dépenses, des indicateurs de viabilité
  - Les retraites
  - Les soins de santé
  - Les prestations sociales
- En cas de dérapage, il y a des sanctions
- La procédure de déficit excessif concerne aussi l'amélioration de la compétitivité
- Mise en place un tableau de bord, dans lequel le coût du travail est central

# Nouvelle gouvernance

Cet exercice est maintenant intégré dans le semestre européen :

- Une grande intégration avec les lignes emplois
- Rôle d'interpellation de la CE vis à vis des EM renforcé
  - En janvier, un examen de la croissance
  - les sujets précis de reformes (y compris sociales)
  - mi-avril programme de reformes et pacte de stabilité
  - recommandation avant l'été pour que le budget soit modifié en conséquence
- Dans les préconisations :
  - la limitations du dialogue social
  - le rôle du Salaire minimum
  - la compétitivité-prix l'alpha et l'omega ?

# Conclusion-1

## Des acquis

- Droit du travail (licenciement, comité d'entreprise européen) ; questions sociales (égalité H/F ; non discrimination)
  - sante et sécurité ; encadrement du temps de travail ; le contrat de travail ; rôle du dialogue social européen
- La charte européenne des droits sociaux ; la clause transversale
- Des initiatives récentes, dont investissement social

## Mais

- Un doute sur l'idée même que le marché unique est le moyen pour résoudre les questions sociales les plus épineuses : chômage ; crise des Etats providence ; inégalités croissantes
- Conjonction de la récession et faiblesse d'appétence pour l'harmonisation sociale
  - Une diversité qui s'est accrue dans la récession
- Situation d'échec sur de nombreux sujets
  - Les Prestations de services
  - Le règlement sur les travailleurs détachés
  - Paralysie sur la directive temps de travail

# Conclusion-2

- En dépit des initiatives, la dimension sociale de l'Europe devient particulièrement préoccupante avec la mise en place du semestre européen et des préconisations
- la stratégie de sortie de crise passe par
  - La consolidation budgétaire
  - Les reformes « structurelles »
  - Quid de la stratégie sociale ?
- On pourra noter
  - Le six-packs ni les memoranda n'ont donné lieu à des « impact assesment », notamment dans leur dimension sociale
  - On est bien loin d'un discours intégrateur de la clause sociale horizontale